

United Nations

Nations Unies

SECURITY  
COUNCIL

CONSEIL  
DE SECURITE

UNRESTRICTED

S/1115  
11 décembre 1948  
FRENCH  
ORIGINAL : ENGLISH

**BINDER SET**

LETTRE ADRESSEE AU CHEF DE LA DELEGATION DE L'INDE A L'ASSEMBLEE GENERALE, LE 3 DECEMBRE 1948, PAR LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT CHARGE DES AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE ET REPONSE, DATEE DU 10 DECEMBRE 1948, DU SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES RELATIONS IMPERIALES DU GOUVERNEMENT DE L'INDE.

Le 3 décembre 1948

Me référant à votre lettre du 24 novembre 1948 et à une lettre de Sir Ramaswami Mudaliar adressée au Président du Conseil de sécurité, le 6 octobre 1948, par lesquelles vous lui faisiez connaître qu'il ne se trouvait alors à Paris personne qui eût reçu pouvoir de votre Gouvernement pour discuter la question du Haïdérabad, j'ai l'honneur de vous rappeler la lettre du 25 novembre 1948 par laquelle je portais à votre connaissance que l'attention des représentants au Conseil de sécurité avait été attirée sur le contenu de vos lettres.

Je désire toutefois vous signaler que, lors de sa 382ème séance, tenue le 25 novembre 1948, le Conseil a décidé de remettre la discussion de la question du Haïdérabad à l'une des séances suivantes.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me faire connaître, dès que possible, le nom du représentant de votre Gouvernement qui est habilité à prendre part à l'examen de la question du Haïdérabad par le Conseil.

Signé : A. SOBOLEV,

Secrétaire général adjoint  
chargé des affaires du Conseil de sécurité.

Réponse

Le 10 décembre 1948

Me référant à la lettre 1204-4-32/FYC que vous avez adressée le 3 décembre à Son Excellence Madame V.L. Pandit, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, sans préjuger la question de la compétence du Conseil de sécurité pour discuter la question du Haïdérabad, question de compétence que Sir Ramaswami Mudaliar a soulevée la toute première fois où la plainte du Haïdérabad, maintenant retirée, a été examinée, mon Gouvernement désire faire connaître au Conseil que la paix et la tranquillité règnent au Haïdérabad. Quiconque désire se rendre au Haïdérabad par air, rail ou route a toujours été et reste entièrement libre de pénétrer sur le territoire de l'Etat. Quiconque voudrait y aller au nom de l'Organisation des Nations Unies pourrait y entrer comme tout autre voyageur. Dans ces conditions, mon Gouvernement n'a pas l'intention d'envoyer un représentant au Conseil de sécurité pour discuter la question du Haïdérabad.

Signé : Sir Girja Shankar Bajpai,

Secrétaire général du Ministère des  
affaires étrangères et des relations  
impériales du Gouvernement de l'Inde.

